

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome II : Ouvriers

(5^e édition. – Avril 2005)

**AVENANT DU 19 DÉCEMBRE 2005
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2006
(LIMOUSIN)**

NOR : *ASET0650336M*

IDCC : *1702*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Limousin
représentant :

- la fédération départementale des travaux publics et de la construction
« TP 19 » ;
- la fédération départementale des travaux publics et de la construction
« TP 23 » ;
- la fédération départementale des travaux publics et de la construction
« TP 87 » ;
- le syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;
- le syndicat des entreprises de génie électrique (SERCE) ;
- la délégation régionale du syndicat national des entrepreneurs de
« Canalisateurs de France »,

D'une part, et

La CFDT ;

Le syndicat Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, les barèmes des salaires minima des ouvriers de travaux publics sont établis dans les conditions suivantes :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2006, pour les ouvriers des entreprises de travaux publics quel que soit leur horaire de travail, les salaires minima annuels base 35 heures sont fixés comme suit :

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	VALEUR annuelle de point (en euros)	MINIMA ANNUELS applicables Base 35 heures (en euros)
I	1	100	155,91	15 591
	2	110	145,66	16 023
II	1	125	131,63	16 454
	2	140	131,64	18 430
III	1	150	131,64	19 746
	2	165	130,79	21 581
IV		180	130,78	23 542

Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.

Le barème établi sur la base des 35 heures n'inclut pas les heures supplémentaires (principal et majorations).

Article 2

Date d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2006.

Article 3

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé, en 2 exemplaires, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Limoges, de Guéret et de Tulle et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Limoges conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Limoges, le 19 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)